

DÉCLARATION ET OBSERVATIONS

675/15
24/09/2015

Intervention du président Donald Tusk après la réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement, le 23 septembre 2015

Bonsoir,

J'avais pour objectif que ce sommet mette un terme aux accusations publiques en permettant aux dirigeants d'avoir un franc débat sur la nature du problème et les solutions envisageables. Il s'agissait dans un second temps que l'on s'accorde sur les mesures à court terme qui doivent être mises en place avant la réunion ordinaire du Conseil européen sur les migrations que nous tiendrons dans trois semaines.

Ce soir, nos discussions se sont appuyées sur les faits, et non sur les émotions. Il y a en Syrie huit millions de déplacés et environ quatre millions de personnes ont fui vers les pays voisins. Il faudrait parler des millions de réfugiés potentiels qui s'efforcent de rejoindre l'Europe à partir de la seule Syrie, et cela sans même évoquer l'Iraq, l'Afghanistan, l'Érythrée et d'autres endroits encore. Je me suis récemment rendu dans des camps de réfugiés, en Turquie et en Jordanie, et je n'ai entendu qu'un seul message: nous sommes déterminés à aller en Europe. Il est évident que la plus grande vague de réfugiés et de migrants est encore à venir. C'est pourquoi nous devons corriger la politique des portes et fenêtres ouvertes. La priorité devrait maintenant consister à protéger de manière appropriée nos frontières extérieures et à apporter une aide extérieure aux réfugiés et aux pays voisins.

Dans cette optique, les dirigeants ont décidé de renforcer l'aide apportée au Liban, à la Jordanie, à la Turquie et à d'autres pays de la région. Une aide supplémentaire sera proposée en contrepartie d'une coopération renforcée. Au moins un milliard d'euros supplémentaires seront dégagés pour aider les réfugiés dans la région par l'intermédiaire du HCR et du Programme alimentaire mondial. À ce stade de mon intervention, permettez-moi de remercier les dirigeants qui ont répondu à la demande que j'avais formulée vendredi dernier et qui ont déjà proposé de l'argent frais au Programme alimentaire mondial.

Les dirigeants sont aussi convenus qu'il fallait mettre un terme au chaos régnant actuellement à nos frontières extérieures. Il est de notre responsabilité commune de gérer et de contrôler convenablement nos frontières extérieures. Il serait injuste de faire peser tout le fardeau sur l'Italie, la Grèce ou d'autres pays. Nous avons donc décidé tous ensemble de proposer une aide, sous toutes les formes possibles, y compris une coopération sur les "hotspots". C'est véritablement une avancée importante car, il y a quelques jours à peine, la question des "hotspots" paraissait très controversée. Aujourd'hui, nous avons eu un débat de qualité et, dans un esprit de bonne coopération, tous les dirigeants sont convenus que les "hotspots" seront mis en place pour la fin novembre.

Les mesures que nous avons arrêtées aujourd'hui ne mettront pas fin à la crise. Mais chacune d'elles est un pas nécessaire dans la bonne direction. Nous avons bon espoir qu'un travail considérable sera déjà accompli avant que nous ne nous réunissions à nouveau lors du Conseil européen d'octobre. Nous sommes tous d'accord aujourd'hui pour considérer que nous ne pouvons pas continuer à agir comme nous l'avons fait jusqu'à présent. Si on ne modifie pas les schémas actuels, l'espace Schengen n'existera plus qu'en théorie.

Jean-Claude va maintenant présenter un peu plus en détail les différentes mesures qui vont être mises en œuvre. Je voudrais cependant le remercier, ainsi que son équipe, en particulier pour les efforts considérables qu'ils ont déployés ces dernières semaines. Votre contribution a été très remarquée aujourd'hui.

Merci.